

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

- Présents** Christophe Magdalijns, *Président* ;
Didier Gosuin, *Bourgmestre* ;
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey,
Didier Molders, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa
Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens,
Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine
Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Conseillers communaux* ;
Thibault Delforge, *Secrétaire communal f.f.*
- Excusés** Valérie Cops, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 29.04.21

#Objet : Personnel communal : Modification du règlement de travail - art. 26 "Congés de circonstances" #

Séance publique

Ressources Humaines

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu la loi du 18 décembre 2002 modifiant la loi du 8 avril 1986 instituant les règlements de travail ;

Vu la loi-programme du 20 décembre 2020 (art. 63 – 64) prévoyant pour le travailleur une extension du congé de naissance de 10 à 15 jours pour la naissance de son enfant ayant lieu à partir du 1^{er} janvier 2021 et à 20 jours pour la naissance de son enfant ayant lieu à partir du 1^{er} janvier 2023 ;

Ces jours peuvent être librement choisis par le travailleur dans les quatre mois à dater du jour de l'accouchement. Ils ne doivent pas nécessairement être pris en une fois mais peuvent, au choix du travailleur, être étalés. Le jour de l'accouchement est le premier jour de la période de quatre mois.

Vu le règlement de travail, l'article 26 – Congés de circonstances § 1, accordant aux agents des congés exceptionnels pour certains événements, notamment 10 jour pour la naissance de son enfant ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre cette disposition en concordance avec l'extension du congé de naissance prévu à la loi programme du 20 décembre 2020 ;

Vu le protocole d'accord 2021/1 du Comité Particulier de Négociation qui s'est réuni le 23 avril 2021 ;

Sur proposition du Collège échevinal ;

DECIDE :

De modifier comme suit l'article 26 du règlement de travail (modification **en gras**):**Art.26 Congés de circonstances**

§1. Outre les congés annuels de vacances, des congés exceptionnels peuvent être accordés aux agents, dans les limites fixées par le tableau ci-après :

Nature de l'événement.Maximum autorisé.

	<u>Nature de l'événement.</u>	<u>Maximum autorisé.</u>
1)	Mariage civil de l'agent (A choisir dans la semaine pendant laquelle a lieu le mariage civil ou dans le semaine suivante. Il doit être pris par jour entier)	4 jours

2)	<p>Congé de paternité Congé de naissance A choisir librement par l'agent dans les 4 mois à dater du jour de l'accouchement de la personne avec qui il.elle vit en couple au moment de l'événement.</p> <p>Ce congé peut être fractionné. Pour ce qui concerne les agents contractuels, 3 jours sont à charge de l'administration communale. Les 12 jours restants (17 jours à partir de 2023) sont payés dans la cadre de l'assurance soins de santé et indemnités.</p>	<p>10 15 jours (20 à partir de 2023)</p>
3)	<p>Congé d'adoption A choisir par l'agent dans les 4 mois à dater de l'inscription de l'enfant dans le registre de la population/(des étrangers)(ne doit pas faire partie des congés de circonstance. Il s'agit d'un congé de plusieurs semaines qui doit permettre au travailleur qui accueille un enfant mineur dans sa famille, dans la cadre d'une adoption, de prendre soin de cet enfant.</p>	<p>10 jours</p>
3)	<p>Décès du conjoint, d'un parent ou allié au premier degré de l'agent ou de la personne avec laquelle il.elle vit en couple. (A prendre par jour entier dans les 15 jours à dater de l'événement).</p>	<p>4 jours</p>
4)	<p>Mariage d'un enfant. (A prendre par jour entier dans la semaine de l'événement ou dans la semaine suivante).</p>	<p>2 jours</p>
5)	<p>Décès d'un parent ou allié à quelque degré que ce soit, habitant sous le même toit que l'agent faisant partie du ménage de l'agent. (A prendre par jour entier dans les 15 jours à dater de l'événement)</p>	<p>2 jours</p>
6)	<p>Changement de résidence ordonné dans l'intérêt du service, lorsque la mutation entraîne l'intervention de la commune dans les frais de déménagement.</p>	<p>2 jours</p>
7)	<p>Décès d'un parent ou allié au deuxième degré n'habitant pas sous le même toit que l'agent. ne faisant pas partie du ménage de l'agent. (A prendre le jour de la commémoration. Si ce jour tombe un weekend, le jour ouvrable qui précède ou qui suit)</p>	<p>1 jour</p>
8)	<p>Participation aux examens en vue de l'obtention :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du diplôme de droit administratif ou du cycle de base de la formation en management communal..... • d'un diplôme ou certificat de perfectionnement..... <p>Exemple : 8 h / semaine de cours donneraient droit à 8 jours de congé.</p>	<p>10 jours 1 à 8 jours</p>

Ces congés exceptionnels sont assimilés à des périodes d'activité de service.

§2. Il peut également être accordé des congés exceptionnels pour raisons impérieuses résultant d'une maladie, d'un accident ou d'une hospitalisation :

- a. d'une des personnes suivantes, **faisant partie du ménage de l'agent** ~~habitant avec le travailleur sous le même toit~~ : le conjoint, le cohabitant, un parent, un allié, une personne accueillie en vue de son adoption ou de l'exercice d'une tutelle officielle.
- b. d'un parent ou d'un allié au premier degré **ne faisant pas partie du ménage de l'agent** ~~n'habitant pas sous le même toit~~ comme un parent, un beau-parent, un enfant, un beau-fils ou belle-fille du travailleur.

Le travailleur qui s'absente pour les raisons impérieuses est tenu d'avertir préalablement l'employeur. S'il n'en a pas la possibilité, il est tenu d'avertir l'employeur dans le plus bref délai.

Une attestation médicale mentionnant les coordonnées de la personne pour qui le congé impérieux est demandé (nom complet, degré de parenté ou d'alliance) témoigne de la nécessité de la présence de l'agent.

La durée de ces congés ne peut excéder quatre jours ouvrables par an, ils sont assimilés à des périodes d'activité de service.

Pour le travailleur occupé à temps partiel, la durée du congé de circonstances est réduite proportionnellement à la durée de ses prestations de travail.

(Extrait du règlement sur les congés)

§3. Pour autant que l'intérêt du service ne s'y oppose pas, des congés peuvent être accordés aux agents communaux :

1. pour des motifs impérieux d'ordre familial ;
2. pour accomplir un stage dans un emploi de l'Etat, des Provinces, des communes, d'un établissement public assimilé, d'une école officielle ou d'une école libre subventionnée;
3. pour présenter leur candidature aux élections **européennes, fédérales, régionales, législatives, provinciales, d'agglomérations** ou communales ;
4. pour exercer une fonction **dans le secrétariat, la cellule de coordination générale de la politique ou la cellule politique générale ou, le cas échéant, le cabinet d'un membre du Gouvernement fédéral, dans le cabinet d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat du Gouvernement d'une Communauté ou Région, dans le cabinet d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat du Collège de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire flamande ou de la Commission communautaire commune** ;
5. pour l'accomplissement d'une mission au profit d'une administration à l'étranger.

Les congés visés au 1° sont accordés pour une période maximum d'un mois par an, ceux visés aux 2° et 3° pour une période correspondant à la durée normale de stage prescrit ou de la campagne électorale à laquelle les intéressés participent en qualité de candidats, ceux visés au 4° pour une période indéterminée et ceux visés au 5° pour une durée maximum de deux ans.

Ces congés ne sont pas rémunérés. Ils sont assimilés pour le surplus à des périodes d'activité de service.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal f.f.,
(s) Thibault Delforge

Le Président,
(s) Christophe Magdalijns

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 30 avril 2021

Le Secrétaire communal,
Par délégation,

Le Bourgmestre,

Thibault Delforge

Didier Gosuin

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

- Aanwezig** Christophe Magdalijns, *Voorzitter* ;
Didier Gosuin, *Burgemeester* ;
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey,
Didier Molders, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa
Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens,
Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine
Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Gemeenteraadsleden* ;
Thibault Delforge, *Gemeentesecretaris d.d.*
- Verontschuldigd** Valérie Cops, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden.*

Zitting van 29.04.21

#Onderwerp : Gemeentepersoneel: Wijziging van het arbeidsreglement - art. 26 "Omstandigheidsverlof" #

Openbare zitting

Human Resources

DE RAAD,

Gezien de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 117 ;

Gezien de wet van 8 december 2002 tot wijziging van de wet van 8 april 1986 tot instelling van de arbeidsreglementen;

Gezien de programmawet van 20 december 2020 (art. 63 – 64) die voor de werknemer de optrekking voorziet van het geboorteverlof van 10 naar 15 dagen voor de geboorte van zijn kind die plaatsvindt na 1 januari 2021 en naar 20 dagen voor de geboorte van zijn kind die plaatsvindt na 1 januari 2023 ;

Deze dagen kunnen vrij gekozen worden door de werknemer binnen de 4 maanden vanaf de dag van de bevalling. Ze moeten niet noodzakelijk in één keer genomen worden maar mogen, volgens de keuze van de werknemer, verdeeld worden. De dag van de bevalling is de eerste dag van de periode van 4 maand.

Gezien het arbeidsreglement, artikel 26 – Omstandigheidsverlof § 1, die aan de ambtenaren uitzonderlijke dagen toekent voor bepaalde gebeurtenissen, meer bepaald 10 dagen voor de geboorte van zijn kind;

Overwegende dat het nodig is deze bepaling in overeenstemming te brengen met de uitbreiding van het geboorteverlof voorzien in de programmawet van 20 december 2020 ;

Gezien de akkoordovereenkomst 2021/1 van het Bijzonder Onderhandelingscomité dat vergaderde op 23 april 2021;

Op voorstel van het Schepencollege;

BESLIST :

Als volgt artikel 26 van het arbeidsreglement de wijzigen (wijzigingen in **vet**):**Art.26 Omstandigheidsverlof**

§1. Behalve het jaarlijks vakantieverlof, kan uitzonderlijk verlof aan de in artikel 1 bedoelde personeelsleden toegekend worden, binnen de perken in onderstaande tabel :

Aard der gebeurtenissen.Toegestaan maximum.

	<u>Aard der gebeurtenissen.</u>	<u>Toegestaan maximum.</u>
1)	Burgerlijk huwelijk van het personeelslid (te kiezen binnen de week waarin het huwelijk plaatsvindt of in de daarop volgende week. Hij moet genomen worden in volledige dagen).	4 dagen

2)	<p>Vaderschapsverlof Geboorteverlof Vrij te kiezen binnen de 4 maanden vanaf de dag van de bevalling van de persoon met wie hij,zij in koppel samenleeft op het moment van de gebeurtenis.</p> <p>Dit verlof mag gesplitst worden. Voor wat betreft de contractuele personeelsleden, zijn 3 dagen ten laste van het gemeentebestuur, de 12 resterende dagen (17 vanaf 2023) worden betaald in het kader van de ziekteverzekering.</p>	<p>10 15 dagen (20 vanaf 2023)</p>
3)	<p>Adoptieverlof Te kiezen door de agent binnen de 4 maand –volgend op de inschrijving van het kind in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister)- (Moet niet opgenomen worden in het Omstandigheidsverlof. Het betreft een verlof van meerdere weken dat de werknemer moet toelaten om een minderjarig kind, dat in het kader van een adoptie opgenomen wordt in zijn gezin, te verzorgen.</p>	10 dagen
3)	<p>Overlijden van de echtgenoot(note), van een bloed- of aanverwant in de eerste graad van de werknemer of de persoon waarmee hij,zij in koppel samenleeft. (Te nemen in volledige dagen binnen de 15 dagen van de gebeurtenis)</p>	4 dagen
4)	<p>Huwelijk van een kind. (Te nemen in volledige dagen in de week van de gebeurtenis of de week volgend op de gebeurtenis).</p>	2 dagen
5)	<p>Overlijden van een bloed- of aanverwant van om het even welke graad maar onder eenzelfde dak wonend als het personeelslid die deel uitmaakt van het gezin. (Te nemen in volledige dagen binnen de 15 dagen van de gebeurtenis)</p>	2 dagen
6)	<p>Verandering van standplaats opgelegd in het belang van de dienst, wanneer de verplaatsing de tussenkomst van de gemeente vereist in de kosten van vervoer.</p>	2 dagen
7)	<p>Overlijden van een bloed- of aanverwant in de tweede graad die niet onder eenzelfde dak woont als het personeelslid geen deel uitmaakt van het gezin. (Te nemen op de dag van de herdenking. Als de dag een weekend valt, op de dag ervoor of erna).</p>	1 dag
8)	<p>Deelname aan examens voor het verwerven van :</p> <ul style="list-style-type: none"> • het diploma van administratief recht of van de basiscyclus van de vorming in gemeentelijk management. • van een vervolmakingsdiploma of –getuigschrift. <p>Bvb. 8 uur/week geven recht op 8 dagen verlof</p>	<p>10 d. 1 à 8 d.</p>

Deze buitengewone verloven worden men een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.

§2. Uitzonderlijk verlof kan eveneens toegestaan worden voor dwingende reden voortvloeiend uit een ziekte, een ongeval of een hospitalisatie :

- a. Van één van de volgende personen ~~wonende onder hetzelfde dak als~~ **die deel uitmaakt van het gezin de werknemer** : de echtgeno(o)t(e), de partner, een bloed- of aanverwant, een persoon opgenomen men het oog op zijn adoptie of de uitoefening van een pleegvoogdij.
- b. Een aan- of bloedverwant in de eerste graad die ~~niet men de werknemer onder hetzelfde dak woont~~ **geen deel uitmaakt van het gezin van de werknemer** zoals een ouder, een schoonouder, een kind, schoonzoon of schoondochter van de werknemer.

De werknemer die om dwingende reden afwezig is, is ertoe gehouden de werkgever vooraf te verwittigen. Indien dit niet mogelijk is, moet hij de werkgever zo spoedig mogelijk verwittigen.

Een medisch attest waarop de gegevens vermeld staan van de persoon (volledige naam, graad van bloed- of aanverwantschap) voor wie het omstandigheidsverlof gevraagd wordt, bewijst de noodzaak van de aanwezigheid van de werknemer.

De duur van dit verlof is tot vier dagen per jaar beperkt; het wordt met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.

Voor de deeltijds tewerkgestelde werknemer wordt de duur van het omstandigheidsverlof herleid in verhouding tot de duur van zijn arbeidsprestaties.

(Uittreksel uit het reglement op de verloven)

§3 Voor zover zulks niet indruist tegen het belang van de dienst kan verlof worden toegestaan aan de gemeentelijke agenten :

1. uit hoofde van dwingende redenen van familiaal belang;
2. om een proeftijd in een andere betrekking van de Staat, de provincie, gemeenten, een gelijkgestelde openbare instelling, een officiële school of een gesubsidieerde vrije school te vervullen;
3. om zich kandidaat te stellen voor de **Europese, federale, regionale, wetgevende-, provinciale-, agglomeratie-, federatie-,** of gemeenteraadsverkiezingen;
4. om een functie te vervullen op het **secretariaat, de cel algemene beleidscoördinatie of de cel algemeen beleid of, in voorkomend geval, het kabinet van een lid van de federale Regering, op het kabinet van een minister of Staatssecretaris van de regering van een Gemeenschap of Gewest of op het kabinet van een minister of staatssecretaris van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, de Vlaamse Gemeenschapscommissie of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie**
5. om het volbrengen van een opdracht ten voordele van een administratie in het buitenland.

Het onder 1° bedoeld verlof wordt toegekend voor een maximumduur van één maand per jaar; het onder 2° en 3° bedoeld verlof voor een periode die overeenstemt met de normale duur van de voorgeschreven proeftijd of van de verkiezingscampagne waarvan de betrokkenen als kandidaat deelnemen, deze onder 4° voor een onbepaalde periode en deze bedoeld onder 5° voor een maximum duur van twee jaar.

Deze verloven worden niet vergoed. Zij worden voor het overige met periodes van dienstactiviteit gelijkgesteld. Huidige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels hoofdstedelijk Gewest belast met de lokale besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris d.d.,
(g) Thibault Delforge

De Voorzitter,
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 30 april 2021

De Gemeentesecretaris,
Bij opdracht,

De Burgemeester,

Thibault Delforge

Didier Gosuin

